



Economie

Les assureurs ciblent la santé au travail

Naissance d'un système garantissant les entreprises contre le coût des accidents et des maladies.

Par Muriel GREMILLET
samedi 19 février 2005

Le tableau fait froid dans le dos. Dans la première partie du classement, une liste de maladies professionnelles, telles la surdité ou les irritations de la peau dues à des substances toxiques. Dans la seconde, le mésothéliome, cancer de l'amiante, ou les pathologies mentales. Ce document est tiré d'une note de décembre 2004, réalisée par le grand réassureur allemand Munich Re, en préparation au lancement d'un «groupe de compétences sur les indemnisations des travailleurs», dans le cas des maladies professionnelles. La question est de savoir si ces maladies ou les accidents du travail «sont assurables», dans un pays comme la France où la réparation financière est assurée par la Sécu. Alors que le gouvernement vient de lancer son plan «santé au travail» (lire *Libération* de jeudi), certaines sociétés en font le pari et commencent à proposer des contrats aux entreprises.

Niches. A la Cameic, mutuelle spécialisée dans l'assurance des risques sociaux pour les PME, le produit est baptisé Atexya : «Il s'agit de garantir aux entreprises une hausse brutale des cotisations ATMP (accidents du travail et maladies professionnelles, ndr) suite à un accident, détaillée Jean-Michel Pla, directeur général de la mutuelle. Une catastrophe peut déséquilibrer compl tement les finances d'une entreprise.» Après un accident mortel, la Sécu indemnise les ayants droit à hauteur de 400 000 euros en moyenne. Puis elle se retourne contre l'entreprise responsable et récupère progressivement la somme par une augmentation des cotisations. «Peu de chefs d'entreprise s'assuraient jusque-là, poursuit Jean-Michel Pla. On sent que c'est un marché en pleine croissance. La preuve, on voit des concurrents arriver sur ce qui n'était qu'un marché de niches.»

Ace Europe identifie une demande dans les entreprises moyennes, entre 200 et 500 salariés. «Les très grosses peuvent assumer ces risques financiers ; pour les PME, c'est plus dur, note Ghassam Wazem, directeur des assurances de personnes d'Ace Europe. Une invalidité lourde après un accident peut coûter jusqu'à 3 millions d'euros.» Le groupe affirme avoir déjà une centaine de clients pour ces contrats «accidents du travail», qui couvrent une hausse des cotisations ATMP. «Nos clients sont dans l'aéronautique ou la grande distribution, énumérée Ghassam Wazem. Il y a un énorme marché sur les cliniques, à cause des accidents dus au sang.»

D tricoter la Sécu. Mais croire que l'arrivée des assurances dans le secteur pourrait faire baisser le nombre d'accidents du travail n'est pas évident. « a contribue à détricoter un peu plus le système Sécu, explique un expert de la santé au travail. On ferait mieux de créer, dans le cadre existant, un système de bonus malus de cotisations pour les entreprises.» Mais cela suppose une grande réactivité des caisses d'assurance maladie qui calculent ces cotisations. En privé, beaucoup de chefs d'entreprises pestent contre les boîtes qui esquintent les salariés. Pourtant, la plupart contestent un système qui introduirait une fracture dans leurs rangs.

En attendant, Munich Re prépare ses tableaux. Et ne s'embarrasse pas de précautions pour exclure de son système d'assurance les maladies les plus longues, souvent les plus graves. Tant pis pour le salarié qui souffre d'un cancer professionnel : «Ces maladies ont une période de latence longue, il est difficile d'identifier la cause. [Elles] ne sont pas toujours clairement liées au travail», explique le document de Munich Re. Qui propose donc, dans les cas où le responsable est difficile à identifier, de laisser le système public assurer la réparation des dommages. «Pour une réparation juste et équitable des victimes de maladies professionnelles.» Mais aussi pour «l'équilibre financier» des assureurs.